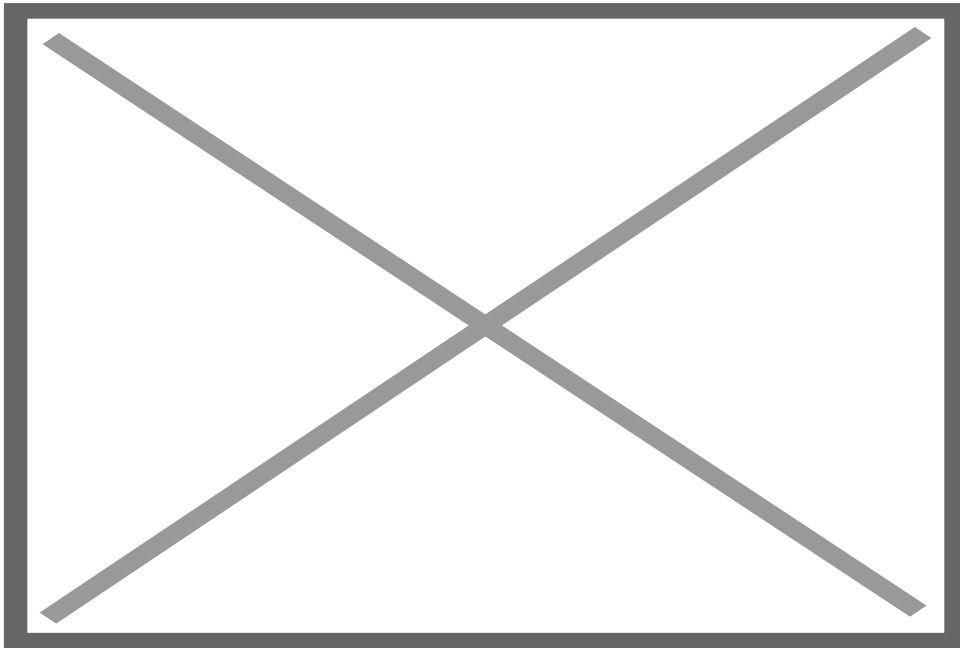


---

## Fureur de la puissance occupante face au vote de lâ??UNESCO sur JÃ©rusalem

### Description

Par Charlotte Silver, le 4 mai 2017



*Une Palestinienne montre des fissures dans un mur de sa maison dans la Vieille Ville de JÃ©rusalem, dues aux fouilles dÃ©cidÃ©es par les autoritÃ©s dâ??occupation israÃ©liennes, qui mettent en danger les constructions dans cette zone. Photo: Saeed Qaq, APA images*

IsraÃ©l a retirÃ© un autre million de dollars aux Nations Unies en reprÃ©sailles au vote dâ??une rÃ©solution de lâ??UNESCO qui critique les actions israÃ©liennes dans JÃ©rusalem Est et dans la bande de Gaza occupÃ©es.

Lâ??organisation culturelle et scientifique de lâ??ONU a votÃ© le 2 mai une rÃ©solution qui dÃ©clare Â« nulle et non avenue Â» lâ??annexion de JÃ©rusalem Est par IsraÃ©l et appelle IsraÃ©l Ã annuler toute Â« mesure lÃ©gislative et administrative et action Â» qui Â« altÃ©rent le caractÃ©re et le statut Â» de la ville.

DÃ©signant IsraÃ©l par le terme de Â« puissance occupante Â», la rÃ©solution exige quâ??IsraÃ©l cesse ses fouilles, percement de tunnels, travaux et projets qui se poursuivent Ã JÃ©rusalem Est Â»

### La cible al-Aqsa

---

Le domaine de la mosquée al-Aqsa, sur la colline que les Juifs appellent le Mont du Temple, est depuis longtemps la cible de groupes extrémistes appuyés par le gouvernement israélien, dans le but d'écarter de détruire le site saint pour les Musulmans et de le remplacer par un temple juif.

Sous couvert de « fouilles archéologiques », Israël permet aussi à des groupes de colons d'exploiter et de tirer profit de sites dans Jérusalem Est occupée.

La résolution de l'UNESCO a été présentée par l'Algérie, l'Égypte, le Liban, le Maroc, Oman, le Qatar et le Soudan.

Vingt deux pays ont voté en faveur de la résolution et 23 se sont abstenus dont la France et l'Espagne.

La Suède est le seul pays occidental à avoir soutenu la résolution. Les États Unis, l'Allemagne, le Royaume Uni et l'Italie font partie de la minorité des membres qui ont voté contre.

« Nous défendrons notre patrimoine et notre culture, notre passé et notre futur » a dit le ministre des affaires étrangères de l'Autorité Palestinienne, Riad Malik, en saluant le vote de la résolution.

### **Les allégations fallacieuses d'Israël**

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a qualifié la résolution de « déshonorante » et de « bizarre ».

« Israël ne s'engagera pas (à l'UNESCO) tant que l'organisation appelle au déni de notre souveraineté sur Jérusalem » a-t-il ajouté.

La résolution « n'affectera pas notre détermination à agir à Jérusalem » a dit le ministre des affaires étrangères d'Israël.

Mais les efforts d'Israël pour présenter les termes de la résolution comme outrageants et contraires aux normes internationales, sont démentis par la longue liste de déclarations bafouées depuis des décennies en toute impunité.

L'annexion par Israël, de Jérusalem Est occupée militairement depuis 1967, a été rejetée comme illégale par le Conseil de Sécurité de l'ONU et d'autres institutions internationales.

Aucun pays n'a son ambassade en Israël à Jérusalem, parce qu'aucun n'y reconnaît formellement la revendication de souveraineté israélienne.

Le caractère illégal de la colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée, dont Jérusalem Est, a été affirmé dans une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU de décembre dernier.

En 2016, Israël, au titre de membre de l'ONU, a dépensé près de 12 millions de dollars en cotisations, dont le montant est calculé d'après la taille des pays. Mais au cours de l'année dernière, Israël a fait des coupes successives en réponse à des résolutions critiques.

Il a retiré 2 millions de dollars fin mars, à la suite d'une décision du Conseil des Droits de l'Homme qui condamnait ses colonies sur les terres palestiniennes.

Auparavant, Israël avait retiré 6 millions de dollars de ses contributions après que le Conseil de Sécurité ait voté sa résolution contre les colonies.

En octobre dernier, Israël a suspendu sa coopération avec l'UNESCO après que l'organisation ait adopté une résolution condamnant les actions d'agression israéliennes autour et à l'intérieur du domaine de la mosquée al-Aqsa.

L'indignation est alors appuyée sur les déclarations fallacieuses d'Israël selon lesquelles la résolution niait le lien des Juifs à l'histoire du site, où se trouve le Mur occidental, mais rien dans les termes de la motion ne laissait entendre un tel déni.

La campagne de désinformation d'Israël, à ce moment-là et maintenant, était destinée à affirmer sa souveraineté sur la ville occupée.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2017/05/07